

Sur le concept de crise économique

Mustapha Ben Abdelaziz

Maitre de conférences, Faculté des Sciences Politiques et des Relations Internationales, Université d' Alger 3

Résumé- La «fin de l'histoire» annonçant le triomphe euphorique du capitalisme s'est très vite transformée en désillusion. En effet, la crise du système financier actualise le débat académique sur la rationalité même de la dynamique du capitalisme. En s'inscrivant dans une perspective politiste, l'analyse de la crise financière s'inscrit dans une hypothèse selon laquelle les crises financières sont avant tout les produits des systèmes politiques pourtant connus pour leur caractère démocratique. D'où la nécessité de comprendre si le système capitaliste possède les ressources à même de lui permettre comme en 29 de surmonter la crise.

Mots-clés:

Economie politique;
capitalisme;
libéralisme; crise;
morale; démocratie.

ملخص- لقد تحولت فكرة "نهاية التاريخ" التي أريد من خلالها تبين الفوز النهائي للرأسمالية إلى خيبة أمل، حيث أدت الأزمة المالية إلى إعادة تنشيط النقاش العلمي حول الطالع العقلائي للديناميكية الرأسمالية. من خلال التطرق إلى الموضوع من وجهة نظر العلوم السياسية، سيتم تحليل فرضية مفادها أن الأزمات هي قبل كل شيء نتاج الأنظمة السياسية رغم طابعها الديمقراطي. ومنه تظهر ضرورة فهم ما إذا كان للنظام الرأسمالي الموارد الضرورية التي تسمح له بتجاوز الأزمة بالشكل الذي تجاوزه عام 1929.

الكلمات المفتاحية:

اقتصاد سياسي;
رأسمالية; ليبرالية;
أزمة; أخلاق;
ديمقراطية.

Introduction

Ce travail est le produit d'une réflexion d'un politologue sur une question d'ordre économique. Ce sujet peut, certes, sembler trop économique pour une analyse en science politique. Cette crise, survenue à l'aube de ce xxi siècle, a résulté en un nombre important d'études à caractère économique et financier sur le fonctionnement du capitalisme aujourd'hui dominant, mais sans se soucier de l'angle politico-culturel, à mon avis aussi déterminant que déterminé.

La fin de la guerre froide et le passage d'un nombre de plus en plus grand de pays à l'économie de marché semblait être, pour beaucoup d'observateurs, la «fin de l'histoire», annonçant donc le triomphe du capitalisme avec son euphorie libérale. Cependant la crise, qui est essentiellement une crise du système financier, va mettre un terme à cet optimisme en remettant sur la scène académique le débat sur la rationalité même de la dynamique du capitalisme. Ce qui est important de souligner, c'est que cette fois-ci, la critique du mode de production du capitalisme avancé ne vient pas uniquement de penseurs marxistes, mais plutôt de penseurs libéraux, connus pour leur engagement en faveur du marché et leur adhésion à la pensée libérale. Je pense ici à des auteurs comme J.Stiglitz ou encore à P.Krugman tous les deux Nobels d'économie.

En m'appuyant donc sur de récents travaux sur la crise, je rappellerai au lecteur que mon questionnement sera certainement plus politique qu'économique, car il me semble que ces crises sont, en dernière instance, des crises/produits des systèmes politiques connus pourtant pour leur démocratie, souvent présentée même comme modèle pour nos sociétés en transition démocratique. Surtout qu'il est souvent reproché aux économistes de trop se soucier d'efficacité et pas assez d'égalité, et qu'ils ont plutôt évolué vers une attention presque exclusive à la valeur des biens. Or, comme disait le grand économiste A. Marshall, l'économie «est non pas un ensemble de vérités, mais un instrument pour découvrir la vérité». Le politique est trop imbriqué à l'économie.

A partir donc de références que j'emprunterai essentiellement à la littérature libérale, j'essaierai de montrer que pour la plupart d'entre eux,

la notion de crise ne leur est pas étrangère, bien qu'on puisse dire qu'il n'existe pas vraiment une théorie libérale de la crise. Je dois arriver ensuite à exposer les termes du débat autour de cette crise qui se pose sous forme du questionnement suivant : crise conjoncturelle ou crise systémique? C'est parce que cette crise a eu de terribles effets sociaux, qu'elle est sujette à débat.

Enfin nous essayerons de voir comment les différents auteurs et acteurs perçoivent et conçoivent une éventuelle sortie de crise. Le capitalisme trouvera-t-il encore en son sein les éléments objectifs du dépassement de sa crise comme en 29 par exemple? Comment résoudre le dilemme, entre moraliser le capitalisme ou le dépasser? Grâce à son dynamisme comme dirait Schumpeter, le capitalisme trouvera-t-il un «way out»? A lire le travail pessimiste/optimiste de J. Rifkin, cette réflexion se terminera par la question suivante: où allons-nous? Vers où tend cette société post-industrielle? L'humanité se pose-t-elle vraiment les problèmes qu'elle peut résoudre comme dirait Marx, lui-même ardent critique de ce système capitaliste.

Le capitalisme c'est la crise et la crise c'est le capitalisme.

Cette crise apparemment financière est en fait une crise, une autre forme de crise du système capitaliste. Si l'on faisait une étude du mode capitaliste de développement, l'on notera combien l'histoire de ce système économique est en fait une histoire de crises. Le monde académique a accordé beaucoup de réflexion à la crise de 1929, mais, en fait, le capitalisme a connu tout au long de son développement des crises presque régulières. Les économistes parlent, à ce propos, de «cycles économiques». La dynamique du capitalisme est en réalité une histoire de crises successives. C'est à juste titre qu'on dit que la crise est inhérente au capitalisme. D'ailleurs un des aspects de la crise, c'est qu'elle incite à une grande réflexion scientifique, et que souvent les crises se sont accompagnés de travaux théoriques formidables.

C'est en fait par les crises que le capitalisme se régénère. La crise c'est un peu son oxygène. Comme un mal de dent qu'on soigne pour reprendre une vie normale, la crise économique permet sa correction. En termes fonctionnaliste on dira que ce n'est qu'une dysfonction. Ce n'est pas la fin

du système, disait J. M. Keynes, ce n'est «qu'une question de mano». Pour lui le capitalisme n'était pas condamné ; il lui suffisait d'une intervention énergique des pouvoirs publics. D'où sa théorie de la Demande Effective.

Malgré le scepticisme ambiant le capitalisme survécu. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui s'étonnent de cette instabilité de l'économie capitaliste. L'histoire en fait nous enseigne combien l'économie de marché peut entrer dans de longues perturbations. Pour des auteurs comme I. Garo «les crises du capitalisme appartiennent à sa définition même, elles sont inséparables de sa nature». Ce sont ces mêmes crises qui assurent sa mutation. Par la crise le capitalisme résout ses propres contradictions. De crise en crise le système capitaliste assure la reproduction toujours élargie de sa matrice. Voilà pourquoi il faut, selon D. Epsztaju, penser l'historicité de la crise capitaliste. Quelqu'un a dit que les crises du capitalisme s'emboîtaient comme des poupées russes. D'où cette idée de constance et de rupture. La crise du capital fait partie intégrante de sa rationalité, de sa logique d'accumulation.

Le professeur C. Kindelberger rappelle que les crises financières ont toujours rythmé l'histoire du capitalisme. Ayant pour origine un épuisement du modèle de croissance, les crises sont des opportunités pour réaliser des réformes. A mon humble avis l'enjeu des grandes crises est la réinvention d'un nouveau modèle de croissance. En d'autres termes c'est la «régulation» par la crise. Un exemple vivant serait la crise des années 75 qui met en évidence un état providentiel qui a épuisé la capacité de résoudre les problèmes sociaux (chômage). Comme très peu de travaux académiques du courant néo-classique sont consacrés à la crise, les débats Marx/ Keynes/ Schumpeter/ Friedman sont d'actualité. Et ce sont les crises qui souvent ébranlent les convictions bien établies. Pour le capitalisme la crise est bonne en soi. Selon L. Walras le capitalisme est caractérisé par sa capacité à rétablir l'équilibre général de l'économie. Le déséquilibre n'est qu'un mal nécessaire. On fait avec.

Pour montrer combien la crise a occupé une partie importante de la pensée libérale et néolibérale, je sélectionnerais un certain nombre d'auteurs qui ont contribué et influencé en continuant à influencer cette même pensée aujourd'hui et qui étaient surtout sensibles aux risques

auxquels pouvaient s'exposer le système capitaliste. Un des penseurs les plus intéressants restent A. Smith. Il faudrait, ici, rappeler au lecteur que la pensée de Smith a connu ce qu'en termes contemporains en appellerai un «découplage». En effet la pensée dominante a passé sous silence un pan entier de la réflexion de Smith sur l'économie et les acteurs de l'économie. Une quinzaine d'années avant d'écrire la «Richesse des Nations», Smith avait développé une «Théorie des sentiments moraux» dans laquelle il essaye de montrer que l'économie doit nécessairement être encadrée par la morale.

Il avait, déjà à son époque, pressenti les dangers que peut encourir une société attirée uniquement par le gain. Il reconnaît, bien avant Marx, que sa société était divisée en classes et que pour cela un encadrement moral était bienfaisant. Il souhaitait évoluer dans un «monde de l'honnête homme». Smith a été très critique du commerçant industriel et du spéculateur aventureux. Pour lui l'égoïsme domine la sphère économique tandis que la vie sociale doit être conduite par les sentiments moraux. La vertu occupe une place centrale dans sa pensée, notion aujourd'hui dévalorisée par le capitalisme et le capital financier en particulier. Est-ce donc un hasard que le frère méconnu de la «Richesse de la Nation» soit son pendant éthique?

On a comme l'impression qu'après Smith l'économie se serait détachée de l'éthique. Non pas seulement économiste, mais aussi et surtout philosophe, le Smith moralisateur a été complètement négligé par les économistes. Aucun autre auteur que lui n'avait critiqué de manière aussi sévère les motivations économiques des classes aisées. Comment peut-on en effet séparer son économie du lien indissociable qu'elle entretient avec la morale et la politique? Peut-on imaginer une économie où les gens agissent sans le minimum de justice? C'est à cette condition que le marché et la société pourraient fonctionner convenablement, c'est-à-dire sans crises. Cautionnerait-il ce qu'il est advenu du capitalisme aujourd'hui?

Bien avant qu'A. Sen, Nobel d'économie, n'écrive son ouvrage «L'économie est une science morale», Smith avait alerté les politiques de son temps sur les dangers d'un capitalisme sans valeurs morales. Sous cet angle A. Smith reste notre contemporain. P. Krugman, un autre Nobel d'économie, n'a-t-

il pas écrit dans son ouvrage «Pourquoi les crises reviennent toujours» que son raisonnement était smithien? L'économie n'est pas une simple technique de management. Krugman, deux siècles après Smith, écrit dans son célèbre ouvrage «Le développement comme liberté», «en vérité l'économie capitaliste repose sur un système charpenté de valeurs et de normes»⁽¹⁾. Il avait donc bien saisi cette portée considérable des règles de conduite. Une pure liberté illimitée de posséder (le célèbre laisser-faire) conduit selon Smith au chaos. Il est certain que quand les marchés fonctionnent bien, c'est-à-dire quand «l'intérêt personnel conduit au bien-être de tous (main invisible) on peut parler de marchés efficaces. Mais seulement à cette condition du bienfait pour tous. Il n'y a qu'à vérifier cette condition avec les banquiers de Wall-Street en 2008.

Mettons ensemble toutes ces idées de Smith, et l'on s'apercevra de l'œuvre monumentale de cet auteur⁽²⁾.

K. Marx. Faut-il dépasser le capitalisme par un capitalisme plus humain?

Rappelons d'abord au lecteur combien Marx a été admirateur du dynamisme du capitalisme. Pour lui le capitalisme a fait en quelques siècles ce que ni la féodalité et encore moins l'esclavagisme n'ont pu faire en plusieurs siècles auparavant. Pour lui les capacités accumulatives du capitalisme ont été plus importantes pour l'humanité que les pyramides ou les cathédrales. Il concédait un avantage au capitalisme sur les formes précapitalistes de travail non libre. Mais cela n'a pas empêché une critique aigüe du mode de production capitaliste puisqu'il repose sur une exploitation nécessaire du travail vivant. Tout son raisonnement sur la crise a pour fondement une contradiction que le capitalisme ne fait que surmonter mais jamais résoudre. Le choix de Marx n'est donc pas ici arbitraire, surtout qu'aujourd'hui bon nombre de théoriciens continuent à analyser la crise financière actuelle avec les mêmes outils qu'il a utilisés il y a deux siècles.

On ne peut prétendre expliquer son œuvre dans une section de ce texte. J'essayerai donc de résumer son idée fondamentale sur la crise en lui

⁽¹⁾ P. Krugman, Pourquoi les crises reviennent toujours, Seuil, 2009, p. 343.

⁽²⁾ Il est ici conseillé au lecteur de relire Smith sous ce nouvel angle.

empruntant deux formules qui à mon avis cadrent bien avec l'objet de ce texte: la première concerne ce qu'il appelle le taux de plus-value (pl/v) et la seconde ce qu'il nomme le taux de profit ($pl/c+v$). Pl représente la plus-value, v le capital variable ou encore la force de travail et c le capital constant.

Dans la formule pl/v on peut remarquer la tension persistante entre le travail et son appropriation par le propriétaire des moyens de production, c'est-à-dire une tension entre le travailleur et le capitaliste. Car pour pouvoir soustraire toujours plus de profit, le capitaliste a tendance à accroître pl aux dépens de v puis c'est v qui produit ce profit pl . Dans la formule pl/v plus pl est grand plus on dira que le travailleur v est exploité. C'est pourquoi pl/v est aussi appelée taux d'exploitation. Ce taux d'exploitation tend à augmenter pour atteindre selon Marx les 1000%, ce qui veut dire que lorsque v produit une certaine valeur, il n'en dispose que de 100 alors que le capitaliste prendra 1000. Cette exploitation du travail a été dénoncée par Engels dans son ouvrage «La situation des classes laborieuses en Angleterre». C'est ce qui produit les crises. Celles-ci se traduisent sur le terrain social par une lutte entre ces deux classes fondamentales de la société capitaliste.

Quant au taux de profit, Marx explique qu'il a tendance à chuter. Pourquoi? L'explication est à rechercher dans la lutte elle-même. Comme dans la formule $pl/c+v$, v est toujours le contestataire il faut donc le remplacer par c (machines, techniques etc.). Comme c augmente le rapport $pl/c+v$ tend à diminuer. Il faut donc maintenir pl toujours plus grand. Cela veut dire exploiter plus le travail vivant. Les travailleurs auront tendances à «lutter» pour une part plus grande du produit de leur travail. Ne sommes-nous pas en face de ce que les théoriciens des jeux appellent un jeu à somme nulle ?

En face de la crise financière actuelle que peut apporter cette explication? S'il n'y a pas de réponse toute faite à la crise il y a par contre la question suivante: où ira s'investir cette énorme quantité de capitaux pour pouvoir produire de la plus-value? Quand on sait que quelques 2000 milliards de dollars se déplacent quotidiennement d'un marché financier à un autre, on est en droit de nous poser la question. Où ira s'accumuler tout ce capital ? Quelques siècles après Marx voilà ce qu'écrivait S. Bleus: «les inégalités entretiennent les profits, les

profits créent des inégalités. Voilà le cercle vicieux dans lequel le capitalisme amoral nous enferme»⁽³⁾. Amoral disait A. Smith. N'est-ce pas la revendication principale du mouvement actuel aux U.S.A. qu'on appelle «occupy Wall-Street». Les nouvelles inégalités ce sont les «99% against the 1%». Comme disait l'économiste A. Bihr «faut-il sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise». Le capitalisme, dira le Nobel d'économie J. Stiglitz, a donné ce qu'il n'a pas promis et n'a pas donné ce qu'il a promis⁽⁴⁾.

Nous avons brièvement vu avec Smith et Marx comment le capitalisme produit des valeurs incompatibles avec la stabilité et la cohésion du tissu social, nous allons continuer à montrer avec J. Schumpeter que la crise du capital est sa propre rationalité. Pour lui la crise est progrès même s'il y a un prix à payer que la société doit accepter.

Destruction créatrice: où est l'humain dans cette histoire?

En développant sa théorie de la «création destructrice», Schumpeter va montrer le rôle que joue l'innovation dans la dynamique du capitalisme. Cette innovation peut prendre différentes formes mais elle tend toujours à améliorer la croissance qui en fait le but de l'économie capitaliste. En fondant son analyse sur le progrès comme le fera plus tard le professeur W. Rostow, Schumpeter va montrer que la crise n'est en fait que l'avant goût d'une croissance future. Les économistes savent l'importance accordée à la croissance puisqu'elle est intimement liée à l'emploi et donc à la stabilité du système politique. L'innovation crée de nouveaux systèmes de production mais en même temps elle détruit tout ce qui est obsolète. Les causes d'une dépression c'est l'annonce d'un essor économique.

Tout en reprenant la «théorie des cycles économiques» de Kondratief, il montre en fait que ces cycles ne sont que ceux des innovations. L'évolution économique se traduit ainsi en prospérité-----récession-----dépression-----reprise. La reprise c'est une anticipation de profits élevés dans les branches novatrices. On voit bien qu'il a une vision plus optimiste des crises. C'est par

⁽³⁾ S. Bleus, «Le capitalisme est-il pervers», AgoraVox.fr, consulté le 30/3/2013.

⁽⁴⁾ J. Stiglitz, Le prix des inégalités, Les liens qui libèrent, 2012, p. 17 et suivant.

elles que passe la croissance. La crise est une destruction créatrice. C'est ainsi que l'humanité est passée de la vapeur à l'électricité et aujourd'hui à l'informatique. Le pessimisme de Marx est ici remplacé par la foi en la créativité de l'homme.

Pour Schumpeter si le capitalisme s'écroule ce n'est non en fonction de ses contradictions internes mais plutôt le résultat de sa grande réussite, de son extraordinaire productivité. A Schumpeter nous poserons la question évidente: le capitalisme saura-t-il innover et dépasser donc cette crise financière? En effet cette productivité croissante ne s'accompagne-t-elle pas de cette masse de travailleurs sans trop de perspectives d'avenir.

L'excellent ouvrage de J. Rifkin «La fin du travail» donne des sueurs froides au dos. Pour lui le progrès technique et l'évolution technologique ont des effets plutôt dévastateurs sur le monde du travail. Le «déversement» ne se fera pas, c'est-à-dire que le travail libéré par le secteur industriel vu sa compétitivité ne pourra être absorbé par le secteur des services. Quelles occupations proposer à cette population «inutile»? Vers 2020 moins de 2% de la main-d'œuvre travaillera dans les usines. L'insécurité du travail devient le problème numéro un. Nous allons vers une crise majeure. J. Stiglitz disait que le chômage était l'échec du marché. La sécurité de l'emploi n'était-ce pas une des revendications majeures du mouvement des «Indignados». Ce qu'on a appelé le printemps arabe n'est-ce pas d'abord et avant tout la question de l'emploi ?

Peut-on ne pas être keynésien aujourd'hui?

C'est cette même question de l'emploi et de la reprise qui préoccupera J. M. Keynes a écrit son ouvrage sur l'intérêt, la monnaie et l'emploi, dans un environnement marqué par une dépression économique. Ce qui l'intéresse c'est avant la reprise. Remettre le monde du travail au travail. En rejetant la loi de Say sur les débouchés il est convaincu que l'offre ne crée pas sa propre demande. En contra-distinction d'avec la loi de l'offre Keynes va développer sa théorie de la demande.

L'aspect dépressif de la crise de 29 et la reprise doit nécessairement passer par la revigoration de la demande ou plus précisément de la demande effective. Demande du secteur productif puis demande du secteur de la consommation

constituent la demande effective. Ceci rappelle les deux secteurs de production que Marx développe dans son concept de Reproduction élargie du capital. Pour lui grâce à une intervention énergique de l'état, l'économie peut retrouver sa croissance. Déficit budgétaires, dettes publiques, politique des changes, des taux d'intérêt, taxes sont autant d'instruments que l'état interventionniste peut mettre à l'œuvre afin de stimuler la croissance.

En lançant donc de grands chantiers, des infrastructures, l'état crée en conséquence de l'emploi donc des salaires c'est-à-dire un pouvoir d'achat qui n'est autre que la demande. En réduisant le prix de l'argent, en diminuant l'impôt sur les entreprises productives, l'état stimule la demande. Nous avons ici le schéma de la croissance tirée par la demande. Aujourd'hui les Américains accusent les Chinois de provoquer la crise car ils n'investissent pas les liquidités qu'ils accumulent dans la production. La politique des prêts bancaires aux USA n'était-il pas un moyen risqué de palier à une faiblesse de la demande?

Cette politique n'est-elle pas en train de se répéter aujourd'hui dans les sociétés industrielles développées? Qu'ont fait les états face à la crise financière actuelle? Renflouer les banques pour assurer le crédit, facteur premier de la reprise. Pourquoi les U.S.A. ont à un moment décidé de rompre avec le dollar/or en faveur du taux de change flottant si ce n'est pour maîtriser leur politique monétaire en cas de problèmes sur les marchés? La monnaie est une question éminemment politique.

Le keynésianisme c'est la conviction que le capitalisme n'est pas condamné à disparaître contrairement à ce que pensaient Marx et Schumpeter. Keynes voulait un capitalisme sans contradictions. Pour lui la crise de 29 n'était qu'une question de «manomètre». Il suffit de réparer pour que la machine reprenne de nouveau et stabiliser ainsi le marché de l'emploi. On retrouve chez Keynes cette capacité toute puissante de l'état qui n'existe pas chez Marx. Dans ce sens Keynes reste d'actualité. On peut le présenter comme le père de la régulation économique.

Pour Keynes le danger a toujours été les réflexes protectionnistes des nations. C'est pour lui une cause des récessions et donc des conflits. Seuls l'ouverture économique et l'échange peuvent assurer la demande des biens et donc le progrès et la prospérité des nations.

La crise est de retour. La théorie des cycles est révéifiée.

La crise récente du capitalisme financier diffère de celle de 29. Pourquoi? Parce qu'elle est globale, monétaire, financière, économique, environnementale, politique et morale. Les idées clés des différents auteurs que nous avons exposées sont de retour. A. Smith pour la moralité du capitalisme, Marx pour les écarts de richesses, Schumpeter pour la viabilité de la théorie des cycles et enfin Keynes pour un recentrage de l'état dans l'économie.

En effet les années 70 vont connaître le retour de la théorie de l'offre que développèrent les monétaristes de l'école de Chicago avec à leur tête le Nobel d'économie M. Friedman, lui-même continuateur de la pensée de Hayek et von Mises. Cette théorie va asseoir les politiques de Reagan aux Etats-Unis et celles de Thatcher en Grande Bretagne. Ils vont mettre fin à la politique de la demande et du welfare state avec toutes les implications socio-économiques. C'est pourquoi nombre d'observateurs expliquent cette crise par une faiblesse de la demande. En effet la concentration de la richesse (pour Krugman l'Amérique «is the land of few») tend à exclure une proportion toujours plus grande de la population de la possibilité de consommer.

De plus pour reprendre l'analyse schumpetérienne le progrès technique pousse à son tour une part de plus en plus large des travailleurs hors du marché. En les marginalisant, en grossissant le rang des chômeurs avec les licenciements massifs, en baissant les salaires, le système économique ralentit la demande. Comme dira Katz «face à un niveau de chômage qui dépasse les 10%, une pauvreté qui atteint 15% de la population, seuls les crédits peuvent soutenir la demande»⁽⁵⁾. Que faire en effet de tous les surplus économiques accumulés, quand on sait que la croissance économique européenne comme celle des USA reposent essentiellement sur la consommation qui représente jusqu'à 60% du PIB.

⁽⁵⁾ C. Katz, «Crise du capitalisme», in www.katzlahaine.org, consulté le 30/3/2013.

Rappelons-nous que Rostow avait appelé la cinquième étape de la croissance économique «la consommation de masse». Aujourd'hui quelques 20 à 30 millions d'Américains du bas de la pyramide sociale ne profitent pas de la richesse produite. On voit bien les limites d'un tel système. Quand la demande est insuffisante pour stimuler la maximisation des capacités productives des facteurs de production, on entre dans l'économie de la récession. La récession économique va même ralentir les exportations des économies d'Asie, d'Afrique et de l'Amérique latine, aggravant ainsi les risques sociaux du monde en développement. Pour Stiglitz le chômage est le pire échec du marché.

Cette perte de la demande s'est surtout aggravée d'une déconnexion entre l'économie réelle et la sphère financière. Les politiques économiques des années 80 ont été axées sur la libéralisation du commerce et de la finance. L'euphorie du triomphe du capitalisme va donner naissance au «Consensus de Washington» avec la théorie des trois «D». Déréguler, désintermédiatiser, décloisonner. Le trop d'argent cumulé avec le baby boom devait s'investir et se placer. Si on doit ajouter à cette épargne les faibles impôts sur les revenus élevés, on obtient une extraordinaire liquidité en quête d'investissements rentables. Le PIB mondial ne représentait que 2,5% des mouvements financiers mondiaux annuels. Ces dernières années, quelques 2000 milliards de dollars transitent d'un marché financier à l'autre et ce quotidiennement.

La désindustrialisation des nations industrialisées pour cause de compétitivité mondiale va orienter cette épargne vers le secteur financier spéculatif puisqu'il s'agira ici de gagner de l'argent avec de l'argent. En prêtant cet argent les banques ont pensé faire redémarrer la consommation avec l'achat des biens immobiliers sans trop se soucier de la solvabilité des ménages. Il s'en est suivi ce qu'on a appelé la crise des subprimes qui m'est trop complexe en tant que politologue à expliquer de façon technique. Ce qui importe dans cette crise ce sont les malheurs qui l'accompagnent : pauvreté, chômage, inégalités. Les misères augmentent parallèlement à la richesse. Ceci est contradictoire. «Le capitalisme perd la tête» est le titre d'un ouvrage de Stiglitz. S. Strange a publié, quant à elle, «Capitalisme casino». Nous sommes loin du capitalisme comme le voulait M. Weber et bien avant A. Smith.

La mondialisation n'est pas heureuse. Cette vague n'a pas «soulevé tout le monde», contrairement à ce que pensaient Sachs ou Baghwati. Les marchés ne peuvent s'auto-réguler. L'équilibre général de Jevons est remis en cause. La crise, dira P. Moscovici, «s'est chargée de nous démontrer que la main invisible avait échoué à réguler les marchés financiers»⁽⁶⁾.

Voilà pourquoi le monde académique semble convaincu que la crise actuelle dépasse son contexte économique pour poser des questions essentiellement politiques. Quand Krugman présente son livre, «Pourquoi les crises reviennent toujours» il fait la remarque suivante: «ce livre traite d'économie; mais l'économie se développe toujours dans un contexte politique»⁽⁷⁾. C'est donc dans une perspective d'analyse politique que j'essayerai de compléter l'explication de la crise qui va au-delà de la simple dimension financière, combien même importante. Il serait peut-être plus prudent de parler d'une crise à plusieurs facettes, d'une crise multidimensionnelle.

Politiquement parlant cette crise pose, à mon avis, deux questions. La première d'ordre interne concerne essentiellement la place de l'état dans la société et la seconde traite surtout des nouvelles relations entre grandes puissances sur l'échiquier international.

Dans un article récent, C. Gave écrit: «nous sommes confrontés à une crise de nos systèmes politiques et non à une crise économique. La grande affaire des 10 ans qui viennent ne sera pas la réforme du système économique, mais bien la réforme de nos états»⁽⁸⁾. La crise a montré en effet que l'acteur Etat n'opère plus seul dans l'organisation de sa politique publique, mais qu'il doit compter aussi d'autres acteurs influents. L'état du capitalisme financier ne peut être l'état du capitalisme industriel. L'état s'est métamorphosé. La demande aujourd'hui serait d'un état intelligent dont la ressource politique fondamentale serait le contrôle. Les acteurs puissants de la vie économique doivent être selon l'expression anglo-saxonne «accountable» devant l'autorité politique.

⁽⁶⁾ P. Moscovici, *Revue politique et parlementaire*, 1060/1061, Juillet/Décembre 2011.

⁽⁷⁾ P. Krugman, *op.cit.*, p.14.

⁽⁸⁾ Ch. Gave, *Contrepoints*, 10/9/2011.

Pour cela il faut revivifier ce que Habermas appelle «l'espace public». Les nations du XXI siècle ont besoin de plus de démocratie participative. Pour A. Sen le développement n'est autre que la prévention contre les crises graves qui touchent les populations vulnérables. Pour lui l'absence de démocratie n'est qu'une inégalité sur le terrain du pouvoir politique.

Il est donc nécessaire de recréer l'équilibre entre le rôle du gouvernement et le fonctionnement du marché. Le marché est souvent défaillant quant il s'agit de «biens publics». La sécurité économique du citoyen ne peut être extraite de sa sécurité dans son ensemble social. Il faut donc remettre l'état au centre de l'activité économique et faire que l'économie ne soit que la servante de la société. Le développement ne saurait se cantonner aux seules variables de croissance, de revenus, de gains ou d'accumulation du capital. Comme disait Stiglitz «ce n'est pas la mondialisation qui est mauvaise. Le problème c'est que les états la gèrent mal»⁽⁹⁾.

L'état du xxi siècle doit gérer aussi un autre dilemme. Comment les politiques publiques nationales peuvent-elles faire face à des problèmes globaux vu l'interconnexion de plus en plus grandes des économies. Comment les gouvernements peuvent-ils avoir du contrôle sur des acteurs globalisés. La réponse la plus en vue serait, plus de démocratie. Si le pouvoir mondial se déplace vers la haute finance, il faut inventer une haute politique. Pour J. Rifkin «l'état-nation, création de l'ère industrielle, doit redéfinir sa mission»⁽¹⁰⁾.

La crise économique mondiale a aussi accélérer la transformation d'une distribution du pouvoir politique et économique mondial. G20, BRICS, ne sont que des dénominations pour montrer combien le monde de l'après bipolarité a changé. La crise du capital est aussi une crise de domination. C'est peut-être la fin de l'unilatéralisme et le début du multipolaire. L'économie américaine qui représentait 50% de l'économie mondiale des années 50 ne représente plus que quelques 25%. La chine est devenue la deuxième grosse économie mondiale et détient une grosse partie de la dette US en dollars. Les émergents représentent en moyenne 40% de l'économie

⁽⁹⁾ J. Stiglitz, op.cit., p.11.

⁽¹⁰⁾ M. Rocard, Préface, in J. Rifkin, La fin du travail, La Découverte, 1996, pp. I-XVIII.

mondialisée. Leurs économies ont fait preuve de robustesse face à la crise et participent beaucoup à la reprise de la croissance mondiale. Ces mêmes émergents deviennent aussi des puissances politiques et militaires. Au sein du Conseil de sécurité, deux nations BRICS sont des puissances nucléaires.

La crise actuelle est en train de modifier les rapports de forces entre les puissances. Ce sont ces superpuissances qui sont en conflit pour la domination du monde. Signalons le titre révélateur de l'économiste L.C. Thurow: «Head to head. The economic battle among Japan, Europe, and America»⁽¹¹⁾. Dorénavant ce sont ces entreprises mondialisées qui s'affrontent pour la conquête du monde. Mais c'est déjà la fin du partage territorial de la planète entre anciennes grandes puissances.

Quelle est enfin la place du Tiers-Monde dans tous ces développements ? La crise est en effet une crise des pays riches. Mais ses répercussions sur le «Sud» sont graves. La faiblesse de la croissance des économies développées contribue à ralentir la croissance combien indispensable à la réalisation des Objectifs du Millénaire. Est-ce que les Emergents joueront le rôle de balancier afin de rééquilibrer les rapports de forces inégalitaires à l'échelle mondiale? Seront-ils la locomotive d'un nouvel ordre mondial assis sur plus de justice et d'éthique? Dans quelle mesure la crise va-t-elle contribuer à changer le fonctionnement du système mondial? A l'aube de ce XXI^e siècle quelle sera la volonté de la communauté internationale à construire un monde plus égalitaire, plus humain? La crise a révélé au moins une certitude : c'est que pour beaucoup d'humains sur cette planète la mondialisation ça ne marche pas. En 2000, rappelle Stiglitz, environ 40% des habitants de cette planète étaient pauvres. Peut-être, s'interroge-t-il, «la mondialisation est-elle en train de créer des pays riches au peuple pauvre»⁽¹²⁾. Pour M. Chossoudovsky seule la pauvreté s'est mondialisée. C'est dans ce sens que le Nobel d'économie A. Sen a écrit son ouvrage «L'économie est une science morale».

⁽¹¹⁾ L. Thurow, Head to head, pp. 27-66.

⁽¹²⁾ J. Stiglitz, Un autre monde, p.44.

C'est de morale qu'il s'agit en fait.

La liberté c'est bien, la justice c'est encore bien mais la fraternité, la solidarité c'est meilleure. En effet toute réflexion sur le développement doit prendre en compte l'amélioration des conditions de vie des populations du bas de l'échelle. Dans son excellent ouvrage «Theory of Justice» le philosophe J. Rawls considère que la politique publique juste est celle qui tend à améliorer les 20% les plus pauvres dans une échelle du coefficient de Gini. Dans un de ses discours T. Blair considérerait que «l'éthique était la clé de l'économie». Pour I. Illich il s'agit d'aller vers une «société qui crée et partage ses richesses. Par conséquent une bonne politique publique est une politique qui consistera à réduire pauvreté et inégalité. C'est la condition pour maintenir cohésion sociale et stabilité politique. A l'origine l'économie capitaliste est une économie charpentée par des valeurs et des normes. Il suffit de rappeler l'ouvrage célèbre de M. Weber sur les valeurs protestantes qui ont accompagné le capitalisme. Dans son analyse sur la crise Stiglitz dit que pour de nombreux acteurs du monde financier «la boussole éthique s'était déréglée». A quoi sert en fait la richesse?

En économie il existe ce qu'on appelle les «biens publics» et ceux-ci ne doivent pas être soumis à la logique du marché. En Algérie, par exemple, bon nombre de biens (eau, électricité, gaz) ont des prix contrôlés par l'état, donc non soumis aux lois du marché, ce qui les met donc à la disposition des masses populaires. C'est pourquoi toutes les théories néo-libérales sur le «non-état», sur l'état non interventionniste que nous enseigne le Consensus de Washington ne sont pas viables, ne peuvent fonctionner avec une réalité économique complexe. L'économie est le moteur, le politique est le guide. Car il faut remettre l'économie au service de la société. Le politique doit rétablir l'équilibre gouvernement/marché, efficacité/équité, biens publics/marchandises.

Le monde sera-t-il stable avec les sans-papiers, les sans-eaux, les sans-domicile, les sans-terres? Ce monde où deux milliards d'humains vivent pauvres est-il moralement acceptable?

Conclusion

Cette contribution vise à montrer combien une crise économique peut prendre des dimensions socio-économiques qui peuvent détruire des millions de vie humaine qui n'ont aucune responsabilité sur leur destin. La crise au quotidien n'est pas celle que vivent les banquiers. C'est pour cela que Wall Street a été occupée.

Ceci confirme l'idée de l'interaction complexe qui existe entre les différents secteurs de l'organisation des sociétés humaines.

C'est pourquoi j'ai essayé de montrer que la crise est aussi une crise politique surtout pour un pays comme les USA où les lobbys jouent un rôle prépondérant dans l'orientation des politiques économiques du pays. C'est pourquoi une redéfinition du concept de démocratie doit être posée sérieusement, et l'état doit reprendre son rôle de contrôle. Il y a toujours eu tension entre la démocratie et le marché, disait J. Cahuzac, mais « on peut tout de même admettre que les valeurs de la démocratie soient supérieurs aux valeurs du marché ».⁽¹³⁾ L'état juste, l'état redistributeur, l'état du bien-être keynésien.

Il va sans dire que le capitalisme ne peut progresser sans son gouvernail moral. A. Sen doit son prix Nobel essentiellement pour son travail sur l'économie morale. La richesse croissante des économies mondiales ne peut s'accompagner de la privation pour une grande partie de l'humanité. Les pays qui connaîtront à l'avenir une stabilité politique et une légitimité dans la gouvernance des affaires publiques seront les pays qui résoudront les problèmes de l'emploi, des inégalités et de la justice sociale.

⁽¹³⁾ J. Cahuzac, Le Monde, 10/10/2012.

Bibliographie

1. Bartoli, Henri, *Repenser le développement*, Economica, Paris, UNESCO, 1999.
2. Krugman, Paul, *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Seuil, 2009.
3. -----, *Le prix de l'inégalité, Les liens qui libèrent*, Points Economie, 2012.
4. Laidi, Zaki, *La grande perturbation*, Flammarion, 2004.
5. Rawls, John, *Théorie de la justice*, Seuil, 1997.
6. Rifkin, Jérémy, *La fin du travail*, La découverte, 1996.
7. Sen, Amartya, *Un nouveau modèle économique*, Odile Jacob, 2003.
8. Singh, Kavaljit, *Questionning globalization*, Zed books, London, 2005.
9. Stiglitz, Joseph, *Un autre monde, contre le fanatisme du marché*, Fayard, 2006.
10. Thurow, Lester, *Head to head, the economic battle among Japan, Europe, and America*, Harper Collins, USA, 1992.